



Déclaration liminaire CGT F3SCT centrale du 11 mars 2025

Madame la Présidente, Monsieur le Directeur, Mesdames et Messieurs de l'Administration,

Année après année, les Rapports Sociaux Unique (RSU) mettent en lumière une réalité préoccupante : loin de s'améliorer, les indicateurs relatifs à la qualité de vie au travail des agents de la Ville de Paris ne cessent de se dégrader.

Les faits sont têtus : les arrêts maladie augmentent, le mal-être s'installe durablement et les risques psychosociaux explosent. Pourtant, au lieu de répondre à cette situation par des mesures concrètes de protection et d'amélioration des conditions de travail, la Ville persiste dans une logique de restrictions budgétaires et de réorganisations qui ne font qu'aggraver la situation.

Nous n'acceptons pas que la qualité de vie au travail soit sacrifiée sur l'autel des contraintes budgétaires. La CGT exige des recrutements pour pallier le manque d'effectifs et répondre aux besoins du Service Public.

Nous demandons également que cette instance ne soit pas une simple chambre d'enregistrement mais un réel espace de dialogue et de construction de solutions pour garantir aux agents un environnement de travail digne, sécurisé et respectueux de leurs droits.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous tenons à attirer votre attention sur les nombreuses enquêtes menées par des cabinets extérieurs agréés concernant les conditions de travail au sein de nos Directions. Ces études révèlent des réalités préoccupantes qui ne peuvent être ignorées et qui exigent une réaction immédiate de la part de l'Exécutif parisien. Elles soulignent l'urgence d'une réforme profonde pour améliorer le quotidien de nos collègues et garantir un service public de qualité.

Les enquêtes sur les risques psychosociaux (RPS) dressent un constat particulièrement inquiétant : ces risques sont exacerbés par les crises écologiques récentes, qui ont des répercussions directes sur la santé des agents. De plus, l'augmentation significative des facteurs de pénibilité rend les conditions de travail insoutenables, notamment pour un personnel vieillissant. Nos collègues, déjà fragilisés, sont exposés à la fatigue, au stress et aux risques psychosociaux, ce qui met en péril leur santé et la qualité du service rendu aux usagers.

À ce constat, s'ajoutent une démotivation croissante et une perte de sens, alimentées par des promesses non tenues concernant l'évolution de carrière lors des entretiens annuels. Ce manque de reconnaissance affecte non seulement les perspectives professionnelles des agents, mais aussi l'efficacité et la qualité des services publics. Il est urgent de rétablir la confiance et de redonner du sens au travail de chacun.

Cependant, tout n'est pas morose : nous reconnaissons que la Ville a pris certaines mesures positives, notamment en portant à 100 % les ratios de promotion pour les corps de catégorie C et B. Cependant, nous insistons sur la nécessité d'étendre ces mesures à l'ensemble des catégories, afin de garantir une équité et une reconnaissance pour tous les agents.

Par ailleurs, nous appelons la Ville de Paris à renforcer la participation des agents aux décisions qui les concernent. Il est essentiel d'instaurer de véritables espaces de concertation, où chaque agent puisse s'exprimer librement et contribuer à l'élaboration des politiques publiques. La démocratie sociale ne doit pas rester un concept abstrait : elle doit devenir une réalité tangible au quotidien. Pour cela, il est indispensable que les préoccupations des agents soient prises en compte à tous les niveaux de décision.

Cela passe par une réorganisation des collectifs de travail vers une structure plus horizontale, favorisant l'écoute, le soutien mutuel et la coopération. Une hiérarchie réellement à l'écoute des réalités du terrain permettrait d'apporter des solutions adaptées et efficaces aux difficultés rencontrées. Ce changement nécessitera également un travail important de sensibilisation et de formation pour les directions, afin qu'elles puissent accompagner cette évolution des mentalités et des pratiques.

Nous sommes à un tournant décisif. Si nous fermons les yeux sur ces problèmes, nous nous dirigeons droit vers une catastrophe sociale et organisationnelle. En 1982, Jean Auroux, alors ministre du Travail, plaidait pour l'introduction de la démocratie sociale dans les collectifs de travail, espérant ainsi une transformation profonde du monde du travail. Aujourd'hui, il est temps de rallumer cette flamme et de nous engager ensemble vers une amélioration concrète des conditions de travail, où chaque agent trouve sa place et devient une force de proposition active. Cette perspective nécessite une réflexion à tous les échelons de la vie administrative, de la commande politique aux réalités du terrain, en tenant compte des moyens humains et matériels nécessaires pour mener à bien ces missions.

En conclusion, nous espérons que cette déclaration sera le point de départ d'un échange sincère et constructif sur l'avenir des conditions de travail des personnels de la Ville de Paris. Ensemble, nous avons la responsabilité de bâtir une Administration où chaque agent se sente reconnu, respecté et valorisé. C'est à cette condition que nous pourrions garantir un service public efficace, de qualité et durable.

Je vous remercie.